

Brochure n° 3273

Convention collective nationale

IDCC : 1763. – **MANUTENTION PORTUAIRE**

AVENANT N° 28 DU 29 FÉVRIER 2008
AU PROTOCOLE D'ACCORD DU 11 JUILLET 2000
(BORDEAUX)
NOR : *ASET0850919M*
IDCC : 1763

Entre :

Le syndicat des entrepreneurs de manutention du port de Bordeaux,
D'une part, et

Le syndicat général des ouvriers dockers et similaires du port de
Bordeaux - Le Verdon et ses annexes CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord est conclu dans le champ d'application de la convention collective nationale de la manutention portuaire et du protocole d'accord signé à Bordeaux le 11 juillet 2000, de ses avenants et de ses annexes.

PRÉAMBULE

Le présent accord s'inscrit dans le cadre de l'organisation du travail, et plus précisément de l'effectif docker disponible pour être affecté sur les chantiers des entreprises de manutention, afin que ceux-ci soient traités dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité et le maintien du service à la clientèle.

Article 1^{er}

Embauches

Après étude des journées travaillées par les ODO au cours de l'exercice 2007, et afin d'optimiser la qualité du service rendu à la clientèle, il est convenu de procéder à 6 embauches en CDI.

Ces embauches s'effectueront à compter du 1^{er} mars 2008 :

- société MPBLV : embauche de 4 ODPM ;
- société VAT : embauche de 2 ODPM.

Les partenaires sociaux, conscients de l'importance de la qualification professionnelle du personnel docker et soucieux du maintien de la qualité des conditions de travail, conviennent de se réunir régulièrement pour étudier l'utilisation de la main-d'œuvre occasionnelle et discuter d'éventuelles embauches en CDI, de manière à ne pas pérenniser la précarité de leur emploi. Ces réunions pourront être déclenchées à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Article 2

JRTT

Le présent article annule et remplace les articles 1.1 et 1.2 de l'avenant n° 7 du 12 juin 2002, et ne s'applique pas aux préretraités amiante dans les 12 mois précédant la date effective de leur départ.

Article 2.1

Calcul des droits (rappel)

Conformément à l'article 1^{er} de l'avenant n° 24 du 15 mai 2006, les JRTT s'acquièrent sur la base d'une fraction de jour par heure de travail, soit un coefficient de 0,0151.

Article 2.2

Modalités

La prise des 12 premiers JRTT acquis à compter du 1^{er} janvier 2008 est laissée à l'initiative de l'employeur, sans aucun préavis, qui disposera de l'année civile pour les affecter ; en contrepartie de cette affectation, les salariés percevront une prime dont les modalités de versement sont définies dans l'article 2.2.1.

Article 2.2.1

Modalités de paiement de la prime de JRTT

A compter du 1^{er} janvier 2008, chaque JRTT acquis et affecté par l'employeur tel que défini ci-dessus sera compensé par le versement d'une prime brute de 122 €, dans la limite de 12 jours.

Le versement de cette prime sera réparti sur l'année civile, à raison de 1 journée par mois, indépendamment du nombre de jours acquis et pris dans le mois, et fera éventuellement l'objet d'une régularisation annuelle, afin de faire coïncider le nombre de JRTT acquis et payés.

Article 2.2.2

Modalités de prise des JRTT

La prise des JRTT acquis au-delà de 12 jours au cours de l'année N est laissée à l'initiative du salarié, qui devra les poser au plus tard le 31 décembre de l'année N + 1, dans le respect des règles définies à l'alinéa 1 de l'article 7.11 de l'accord du 11 juillet 2000.

Le solde des JRTT au 30 novembre de l'année N + 1 ne pourra excéder 6 jours (sauf cas de suspension du contrat de travail pour AT ou maladie), sous peine d'être perdus en cas de refus par l'employeur.

La demande écrite devra respecter un préavis de 7 jours.

Les JRTT non soldés au 31 décembre de l'année N + 1 seront perdus, à l'exception de :

- ceux qui n'auraient pu être pris en raison d'arrêt maladie ou AT : devront être apurés avant la reprise du travail, dans le cas où celle-ci interviendrait après le 31 décembre de l'année N + 1 ;
- les JRTT refusés par l'employeur pour raison de service.

A titre transitoire, il est convenu que le solde des JRTT acquis au 31 décembre 2007 devra être apuré au 31 décembre 2008, à l'initiative du salarié.

Article 3

Sécurité

En raison des risques spécifiques liés à la manutention, les partenaires sociaux, conscients de l'importance du respect des règles de sécurité confirment leur engagement de faire régulièrement évoluer le document unique au travers du CHSCT interentreprises.

Fait à Bordeaux, le 29 février 2008.

(Suivent les signatures.)